

# "DÉVÉROUILLER LA POLITIQUE"

Le lyonnais Éric Lafond est l'un des précurseurs de ces initiatives citoyennes menées par des militants non encartés qui veulent se réapproprier la politique car ils la jugent confisquées par les partis installés. Candidat aux élections municipales avec son propre mouvement en 2001 et en 2014 après un court passage au Modem en 2008, il participe au think tank Libres Acteurs.

Il est aujourd'hui l'animateur à Lyon de la Primaire des Français pour faire émerger un candidat alternatif à la Présidentielle de 2017. Par Lionel Favrot

## À quand situez-vous l'émergence de ces mouvements citoyens dans la région lyonnaise ?

**Eric Lafond :** Entre la fin des années 90 et le début des années 2000. Cela a tout d'abord pris la forme d'une critique du fonctionnement de l'appareil démocratique avec des approches et des méthodes diverses. Le point commun était une volonté de réformer le système. Certains militaient pour le non-cumul des mandats, d'autres pour la reconnaissance du vote blanc. Mais il y avait déjà cette prise de conscience de la difficulté pour les partis traditionnels à faire émerger des idées nouvelles. Ce qui est la question de fond.

## Et les GAM, les groupements d'actions municipaux initiés par Hubert Dubedout, le maire de Grenoble dans les années 70 avant d'essayer ? Est-ce qu'ils ne relevaient pas du même problème ?

J'aurais plutôt tendance à dire non. Tout d'abord pour une raison simple: il n'y a pas eu de continuité générationnelle. Quand je me suis engagé dans les années 2000 dans les mouvements citoyens, je n'ai croisé personne qui avait participé à ces associations. Ensuite, je pense que l'aspiration était différente au départ. Dans les années 70, voire 80, il y avait encore une certaine confiance dans les partis traditionnels. La participation aux élections était d'ailleurs plus forte qu'aujourd'hui. Il s'agissait de se mobiliser pour être écoutés par les élus. Je pense que les mouvements citoyens sont au contraire nés parce

que cette confiance dans les partis s'est considérablement dégradée.

## Pourquoi ces mouvements citoyens précédents se sont révélés sans lendemain ?

Parce que ces initiatives ont par nature du mal à s'inscrire dans la durée. Elles émergent sur le mode de l'exaspération avec des citoyens qui se mobilisent un temps puis retournent à leurs occupations. Mais c'est un combat qui doit se mener dans la durée car nos adversaires n'ont aucune envie de laisser la place ! Et eux, ils ont des structures pérennes. Ce que n'ont jamais ces démarches citoyennes. Ensuite, les électeurs ne sont pas toujours cohérents ! À longueur de sondages, ils affirment leur défiance vis-à-vis des partis traditionnels mais, le jour du scrutin, ils votent pour leur candidat.

## Comment expliquez-vous ce paradoxe ?

C'est une culture particulière de la consommation politique. Si les médias ne viennent pas placer sous leur nez ces nouveaux mouvements citoyens, les électeurs n'ont pas forcément la curiosité d'aller voir ailleurs. Certains ont carrément décidé de ne plus voter sans se rendre compte que cette attitude ne change pas grand chose car cela ne dérange pas les partis traditionnels. Même s'il y a une minorité de votants, les partis majoritaires resteront les mêmes !

## Mais des partis politiques comme les écologistes ou le Modem ont revendiqué une approche davan-

## tage citoyenne !

Oui. D'ailleurs, je retrouve aujourd'hui dans les mouvements citoyens, des lyonnais qui avaient rejoint Europe Écologie quand Cohn-Bendit semblait vouloir turbuler le système ou qui ont fait un bout de chemin avec François Bayrou. Cela démontre bien qu'il y a une attente et un espace politique pour cette démarche.

## Et pourquoi cela n'a pas mieux fonctionné que les premiers mouvements citoyens des années 2000 ?

Parce que ces deux partis étaient déjà installés dans la vie politique. Même s'ils apportaient des idées différentes, ils n'avaient aucune envie de remettre à plat les mécanismes de représentation politique. Au Modem, par exemple, les nouveaux adhérents ont vite compris que ce parti n'était pas très accueillant car les vieux barons UDF n'étaient pas intéressés par ce phénomène et que les promesses de Bayrou auraient donc du mal à se concrétiser. Ils sont alors repartis très vite. Ces militants sont aujourd'hui d'autant plus convaincus de la nécessité de changer la politique car ils ont vu toutes les limites de ces appareils politiques, y compris ceux qui se revendiquaient différents.

## Qu'est ce qui structure ces mouvements citoyens aujourd'hui ?

Ce qu'on place aujourd'hui sous ce grand chapiteau des mouvements citoyens reste très hétérogène. Je vois au moins trois courants. Vous avez des mouvements très à gauche dans la lignée de ce qui s'est passé autour du groupe Zebda en 2001 à Toulouse avec un vieux fond de démocratie directe. Ces militants sont opposés à toute logique de représentation par des élus. Certains considèrent même que le référendum d'initiative populaire doit être le seul moyen de gouverner et que les éventuels représentants du peuple ne doivent plus être des exécutants de la volonté populaire. C'est très exclusif comme démarche car cela suppose un mandat impératif, c'est-à-dire que les élus n'ont plus de marge de manœuvre. Ce qui pose un problème juridique en France où le principe est au contraire qu'ils peuvent agir plus librement au nom de la légitimité que leur confère leur élection. On retrouve un peu cela dans des mouvements comme Antivirus ou Ma Voix avec qui ont dialogué régulièrement.